

SECTION 10.

DES COMMISSIONS DES EMPLOYÉS PUBLICS.

Règlements
définissant les
employés qui
peuvent rece-
voir des com-
missions.

“**600a.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règlements déclarant et définissant quels sont les employés ou les classes d'employés du service civil, actuellement nommés ou qui le seront à l'avenir en vertu d'arrêtés du conseil, qui peuvent recevoir des commissions sous le grand sceau ou le sceau privé, respectivement, et quels honoraires doivent être payés sur ces commissions.

Ces commissions peuvent être délivrées aux employés qui n'en ont pas reçu et qui sont déclarés avoir droit d'en recevoir.

Enregistre-
ment de ces
commissions.

“**600b.** Les commissions délivrées en vertu de l'article précédent, doivent être enregistrées au bureau du registraire de la province, et avis de ces nominations doit être donné dans la gazette officielle de Québec par le secrétaire de la province.

Liste des com-
missions four-
nie à la légis-
lature.

Une liste des commissions délivrées doit, durant l'année, être soumise à la législature dans les quinze premiers jours de sa session alors prochaine, chaque année.

Commissions
actuelles non
affectées.

2. Rien, cependant, de fait en vertu des dispositions précédentes, ne devra affecter les commissions en vigueur le jour où cet acte prendra force de loi, et nul règlement fait sous son empire n'affectera la validité d'aucune commission émise avant le dit jour.

Entrée en vi-
gueur.

3. Le présent acte viendra en vigueur le jour de sa sanction.

CHAP. XIV.

Acte créant un bureau du revenu dans le département du trésor.

[Sanctionné le 21 mars, 1889.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

Sec. aj. au C.
5, T. 5, S. R.
P. Q.

1. Les dispositions suivantes formeront la section *va* du chapitre cinquième du titre quatrième des Statuts refondus de la province de Québec :

SECTION VI.

DU CONTRÔLE DES REVENUS DE LA PROVINCE.

§ 1.—*Du bureau du revenu et de ses officiers.*

“ **775a.** Afin de pourvoir plus efficacement aux besoins du service public, il est établi dans le département du trésor, une division spéciale, appelée “ bureau du revenu.” Création du bureau du revenu.

“ **775b.** Le lieutenant-gouverneur en conseil, nommé par commission, pour l’administration de ce bureau, un officier, appelé “ contrôleur du revenu de la province.” Nomination d’un contrôleur.

775c. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un inspecteur des bureaux extérieurs du revenu et les autres employés nécessaires au fonctionnement du bureau du revenu. Nomination d’un inspecteur des bureaux etc.

§ 2.—*Du contrôleur et de ses fonctions.*

“ **775d.** Sous la direction immédiate du trésorier de la province, le contrôleur est chargé des services suivants: Services à la charge du contrôleur.

Le fonds d’emprunt municipal ;

Le prêt aux incendiés de Québec ;

Les timbres ;

Le pourcentage sur les honoraires des officiers publics ;

Les licences émises en vertu de la loi des licences de Québec ;

Les taxes directes sur les corporations commerciales ;

Les contributions municipales au fonds de bâtisses et des jurés ;

Les contributions municipales et autres pour l’entretien des aliénés dans les asiles de la province, pour l’entretien des prisons communes et pour celui des écoles d’industrie ; et généralement.

Tout revenu perçu par les percepteurs du revenu de la province.

“ **775e.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, ajouter aux services ci-dessus mentionnés, tout autre service du revenu qu’il juge opportun de confier au bureau du revenu.” Services qui peuvent être ajoutés.

2. Les articles 1159, 1161 et 1162 des dits statuts refondus sont amendés en remplaçant les mots “ assis-tant-trésorier ” là où ils s’y rencontrent, par les mots “ contrôleur du revenu de la province.” Articles de S. R. P. Q., amendés.

3. Le présent acte viendra en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.